La recherche n'est pas une éprouvette

Fondamental

Cent chercheurs soutiennent l'appel « pour une recherche ambitieuse ancrée dans le temps long ».

Les Dr Hervé Brailly (Innate Pharma), Sophie Ugolini (directrice de recherche Inserm) et le Pr Eric Vivier (CIML) tous phocéens défendent un « investissement stratégique à sanctuariser ».

MARSEILLE

Trois acteurs emblématiques de l'immunologie à Marseille ont lancé début mars une interpellation à l'adresse des candidats à l'élection présidentielle. Ils ont été rejoints depuis par une centaine de chercheurs d'Aix-Marseille et de l'Hexagone. « Les décideurs politiques doivent comprendre et accepter qu'en matière de recherche, ils doivent semer les germes pour le futur... Mais qu'ils n'en verront probablement pas les fruits au cours de leur mandat ! » Dans la mesure où personne ne peut prédire la destinée d'une recherche, « il faut donc s'abstenir de piloter la recherche par ses applications et comprendre que les échecs sont tout aussi importants que les succès ». Appelant à une prise de conscience pour éviter « de voir s'effondrer le soutien éducationnel, humain et financier, indispensable à la recherche fondamentale ».

Ils invitent donc dans le cadre de la présidentielle, « tous ceux qui aspirent aux plus hautes responsabilités à exposer clairement leurs orientations en matière de recherche », estimant qu'il est « urgent et indispensable de mettre en œuvre un programme de recherche ambitieux qui intègre toutes les compétences et couvre toutes les disciplines ». Précisant aussi qui si toutes les innovations ne proviennent pas de la recherche fondamentale, « l'histoire nous apprend néanmoins que c'est toujours le cas des innovations de rupture à fort impact sociétal et économique comme l'immunothérapie des cancers ».

Explorer l'inconnu et combattre l'ignorance

Les auteurs pointent légitimement la question de l'éducation en ces termes : « Il est bon de rappeler que les métiers de la recherche, qui explorent l'inconnu et combattent l'ignorance, sont aussi des métiers de passion et de créativité dans lesquels nombre de nos enfants pourraient s'engager en donnant un sens fort à leur vie professionnelle ». Ajoutant, que « l'école devrait intégrer d'avantage ce qui est l'essence même de l'acquisition de nouvelles connaissances : plus d'émerveillement mais aussi plus de questionnements, plus de doutes et en retour, plus d'expérimentation pour interroger les nouveaux possibles qu'ils génèrent ».

Constatant une trajectoire qui « nous semble déjà mauvaise », ils militent pour une recherche qui soit véritablement envisagée « comme un investissement stratégique à sanctuariser, tant en termes de recherche fondamentale, de culture scientifique, d'enseignement de partage du savoir que d'attractivité des métiers liés à la recherche ».

Ce lundi, ce sont les présidents des conseils scientifiques de l'Inserm et du CNRS qui posaient le débat d'une « recherche absente du débat présidentiel» (*l'Humanité* 13 mars). Ils demandent aux candidats « de s'engager en faveur d'un investissement à la hauteur des enjeux dans la recherche et, en premier lieu, dans nos organismes de recherche publics ».

N.F.

nfredon@lamarseillaise.fr

Hervé Brailly, président du conseil de surveillance d'Innate Pharma, et le professeur d'immunologie Eric Vivier, directeur du CIML, pilote de Marseille Immunopole. PHOTO N.F.

L'énergie qui a le vent en poupe... PHOTO D.R.

Appel d'air pour l'éolien offshore

Économie

Plus de 500 entreprises et organismes français et internationaux se sont retrouvés au parc Chanot pour évoquer le marché de l'énergie éolienne.

Le potentiel « vert » semble très alléchant pour le territoire méditerranéen.

MARSEILLE

Sur le marché du vent, la Méditerranée a des ressources inépuisables. Ses côtes balayées par le mistral sont idéales pour accueillir l'éolien offshore flottant (EOF) : des éoliennes lestées à plusieurs kilomètres des terres.

Cet eldorado de l'énergie verte se discute et se dispute en ce moment au Floating Offshore Wind Turbines (conférence internationale de l'éolien offshore flottant) au parc Chanot qui se terminera aujourd'hui. Plus de 500 participants français et internationaux s'y réunissent durant deux jours pour se tailler la part du lion sur un marché prometteur. Parmi eux, des acteurs privés tels qu'EDF, Engie ou Siemens, des représentants de la Chambre de commerce et d'industrie de Marseille Provence ou de la Commission européenne mais aussi des chercheurs et spécialistes de la question éolienne.

« *Un marché à saisir pour les entreprises du territoire* », selon Maurice Wolff, directeur administratif à UPE 13 (Union pour les entreprises des Bouches-du-Rhône), lors d'un discours qui ouvrait la rencontre hier matin. Le mot est donné. C'est une occasion dont doivent se saisir les régions Paca et Occitanie. Patrick Baraona, président du Pôle Mer Méditerranée, de confirmer : « *Il faut voir quel est le business là derrière.* »

Pour saisir le vent au vol, c'est une double concurrence qui s'opère désormais. Entre entreprises et entre territoires. C'est à celui qui sera le plus rentable ou le plus offrant. Des villes comme Marseille peuvent offrir des infrastructures portuaires propices à ce type d'installation. Mais « *pas de concurrence avec les autres énergies », assure Jean-Luc Chauvin, président de la CCI Marseille Provence.*

Pas sans politique publique

La France prévoit d'attribuer 2 gigawatts (GW) d'éolien offshore flottant à l'horizon 2023. Selon la CCI Marseille Provence, la Méditerranée serait en capacité de déployer des parcs EOF d'une puissance totale en service estimée à 2,5 GW à l'horizon 2035. L'impact auprès des entreprises régionales pourrait atteindre entre 1,3 et 3 milliards d'euros d'ici là. Au crépuscule des énergies hydrocarbures, cette filière représente un potentiel nouveau bassin d'emplois. Mais « *il faut un port qui permette de construire et d'installer ce type d'infrastructure et que les quais puissent supporter des charges lourdes* », explique Patrick Baraona. Pas d'investissements sans politiques publiques.

Quand se terminent les discours inauguraux, lors du cocktail, on entend parler japonais, néerlandais. Signe d'un appel d'air éolien fort dans la région. On entend aussi parler la novlangue entrepreneuriale : « Sourcing : trouver de nouveaux fournisseurs en mesure de répondre à ses besoins. » Tout un programme.

Tom Umbdenstock

NOVES

Débat budgétaire au conseil municipal

La dernière séance du conseil municipal avait un ordre du jour particulièrement chargé. En effet, 38 questions y figuraient dont celles de l'approbation du compte de gestion 2016 de la commune, celle de l'arrêt du compte administratif ainsi que le débat d'orientation budgétaire pour 2017. Mais, rassurons-nous, les débats ont été on ne peut plus consensuels. Il est vrai également que les résultats financiers sont excellents. En tenant compte des restes à réaliser qui sont des sommes prévues mais non dépensées l'exercice 2016 se clôture avec 3 149 204,71 euros de recettes en fonctionnement et 486 627,24 euros de dépenses en investissement ce qui dégage un excédent de recettes de plus de 2,6 millions d'euros qui seront reportés sur 2017 en recettes de fonctionnement.

Autre bonne nouvelle, la dette de la commune sera complètement éteinte au 1er janvier 2018. « *Les autres communes peuvent-elles en dire autant*, lançait fièrement Georges Jullien, *et cela malgré une baisse de 150 000 euros de la DGF* [Dotation globale de fonctionnement. Ndlr] *de l'État.* »

Du côté des demandes de subventions pour travaux, adressées au Département, on retiendra celle pour les mises aux normes électriques à l'école Jules-Ferry, les trappes de désenfumage et la réfection des WC, une autre concerne des travaux au stade de Bonpas et divers travaux aux Paluds-de-Noves (école, stade, salle des associations, etc.), une dernière concerne des travaux de réfection de voies.

Les chantiers ne manqueront pas sur Noves et les Paluds cette année. **R.G.**

MARTIGUES

Les Insoumis ce soir devant les banques

En préparation à la Marche pour la VIe République qui aura lieu samedi à Paris, place de la Bastille, les Insoumis de la 13e circonscription organisent un rassemblement ce soir à 18h, devant les banques du cours de 4-Septembre.

Un lieu symbolique « pour abolir les privilèges de l'oligarchie financière, la monarchie présidentielle et inventer ensemble la VIe République ».